

**BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 19 NOVEMBRE 2024  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**Question n°9**

**Objet : TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA CHAUSSÉE JULES CÉSAR DANS LES COMMUNES DE FRANCONVILLE-LA-GARENNE / LE PLESSIS-BOUCHARD / BEAUCHAMP / TAVERNY, ENTRE LE CHEMIN DE MONTIGNY À BOISSY (RD14) ET LA RUE DES ACACIAS À FRANCONVILLE-LA-GARENNE**

L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf novembre, à 09 heures 00  
Le Bureau Communautaire, légalement convoqué le 12 novembre 2024 s'est réuni, SIEGE CA VAL PARISIS - 271 Chaussée Jules César - 95 250 BEAUCHAMP - Salle des Baobabs, en séance publique sous la présidence de Yannick BOËDEC.

**Étaient présents :**

Yannick BOËDEC, Xavier MELKI, Xavier HAQUIN, Philippe ROULEAU, Bernard JAMET, Jean-Christophe POULET, Marie-José BEULANDE, Pascal SEIGNÉ, Gérard LAMBERT-MOTTE, Sandra BILLET, Michel VALLADE, Philippe AUDEBERT, Bernard TAILLY, Benoît BLANCHARD, Gilles GASSENBACH, Jean AUBIN, Nicole LANASPRES, Jacqueline HUCHIN

**Étaient absents excusés et représentés :**

Florence PORTELLI par Xavier MELKI  
Jean-Noël CARPENTIER par Jacqueline HUCHIN  
Patrick BOULLÉ par Nicole LANASPRES  
Philippe BARAT par Philippe ROULEAU

**Était absent(e) :**

Daniel PORTIER

Yannick BOËDEC, Président, ouvre la séance à 9h07

Secrétaire de Séance : Philippe ROULEAU,

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de présents : 18

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 22

Le Bureau Communautaire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-21-1 et L.5211-2,

Vu le Code de la commande publique, notamment les articles L.2123-1 et R.2123-1,

**N°BC\_2024\_51**

Vu les statuts de la CA Val Parisis,  
Vu la délibération N° D/2020/60 du Conseil communautaire du 9 juillet 2020 portant délégations du conseil communautaire au Bureau communautaire,  
Considérant la nécessité de lancer un marché relatif à des travaux de requalification de la chaussée Jules César dans les communes de Franconville-La-Garenne, Le Plessis Bouchard, Beauchamp, Taverny, entre le chemin de Montigny à Boissy (RD407) et la rue des acacias à Franconville-La-Garenne,  
Considérant que ce marché ne sera pas alloti, les prestations faisant partie d'un ensemble homogène,  
Considérant que le marché sera conclu à compter de sa notification, pour une durée de neuf mois maximum, cette période comprenant la préparation de chantier ainsi que la levée des réserves,  
Considérant que le montant estimé des opérations s'élève à 2 800 000 € HT,  
Considérant que le marché sera conclu à bons de commande pour un montant maximum de 3 400 000 € HT sur toute la durée du marché,  
Considérant que le montant total du marché restant en-deçà du seuil de procédures formalisées, il sera lancé selon une procédure adaptée,  
Vu l'avis favorable de la Commission Transports et Mobilités douce du 18 novembre 2024,

Après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE**,

**AUTORISE** le Président à signer le marché de requalification de la chaussée Jules César entre le chemin de Montigny à Boissy (RD407) et la rue des acacias à Franconville., ainsi que tous les documents y afférents relatifs à sa passation, son exécution, son règlement et sa résiliation.

**PRÉCISE** que les caractéristiques essentielles du marché sont les suivantes :

- Le marché sera passé selon une procédure adaptée, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique,
- Il sera conclu à compter de sa notification,
- Le montant estimé de l'opération s'élève à 2 800 000 € HT,
- Le marché sera conclu à bon de commande, pour un montant maximum de 3 400 000 € HT pour toute la durée du marché,
- Ce marché ne sera pas alloti, les prestations faisant partie d'un ensemble homogène.

Fait et délibéré ce jour à Beauchamp.

« Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Sous-préfecture d'Argenteuil

- date de sa publication

- ou à compter de sa notification, notamment en matière de droit de préemption.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la CA Val Parisis, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse du Président de la CA Val Parisis,

- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai

Cet acte est publié sur le site internet: [www.valparisis.fr](http://www.valparisis.fr).»

Envoyé en préfecture le 20/11/2024

Reçu en préfecture le 20/11/2024

Publié le 20/11/2024

ID : 095-200058485-20241119-BC\_2024\_51-DE

**webdelib**

**N°BC\_2024\_51**

« Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Sous-préfecture d'Argenteuil
- date de sa publication

- ou à compter de sa notification, notamment en matière de droit de préemption.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la CA Val Parisis, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse du Président de la CA Val Parisis,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai

Cet acte est publié sur le site internet: [www.valparisis.fr](http://www.valparisis.fr).»